

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE****COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 98 — 2917

[C — 98/31435]

**24 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relativ à l'application du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale notamment les articles 8, 10, 18 et 22 à 25;

Vu l'avis de la section "Services ambulatoire" du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 19 mai 1998;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 4 mars 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 27 avril 1998;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 30 avril 1998 sur la demande d'avis d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 1998 en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Membre du Collège compétent pour l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Les collaborations établies par un centre avec tout autre service ou institution, dans le cadre de l'article 8 du décret, font l'objet de contrats écrits qui contiennent au moins les éléments suivants :

- 1° l'identité des partenaires et des personnes habilitées à les représenter;
- 2° la durée de la convention et sa prise d'effet;
- 3° l'objet de la convention, à savoir :
  - le projet qu'elle développe,
  - le type de problématique sociale qu'elle entend traiter,
  - le type de collaboration envisagé;
- 4° la possibilité d'actualiser la convention et la périodicité de cette actualisation;
- 5° la possibilité de dénoncer la convention et la durée du préavis en cas de dénonciation;
- 6° les modalités de l'évaluation de cette collaboration et sa périodicité;
- 7° la date et la signature des partenaires.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les centres agréés sont tenus de collaborer pour réaliser les missions visées à l'article 10 du décret.

Dans ce but, chaque centre mandate deux représentants au sein d'une assemblée, dénommée "collaboration inter-centres". Les membres de l'assemblée se réunissent au moins deux fois par an.

L'ordre du jour de la réunion est transmis à l'administration pour information, au plus tard dix jours ouvrables avant la date de la réunion. L'administration peut participer à la réunion et compléter l'ordre du jour.

Un procès verbal qui mentionne les décisions prises est rédigé et approuvé en fin de réunion, signé par les représentants des centres et transmis à l'administration.

**§ 2.** Pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999 au plus tard, l'assemblée transmet au Membre du Collège de la Commission communautaire française, compétent pour l'Aide aux personnes, un règlement d'ordre intérieur contenant notamment :

- 1° les règles d'organisation du travail et du secrétariat;
- 2° les modalités de fixation de l'ordre du jour;
- 3 les modalités de convocation aux réunions;
- 4° les modes de décision;
- 5 les quorum de vote.

Ce règlement d'ordre intérieur doit être approuvé à la majorité des membres de l'assemblée. Le vote ne peut avoir lieu que si la majorité des centres sont représentés.

**§ 3.** Le rapport d'analyse visé à l'article 10 du décret doit refléter l'expression des différents centres. Chaque centre a la possibilité d'y ajouter une note minoritaire.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'agrément est introduite par lettre recommandée avec accusé de réception en double exemplaire auprès du Membre du Collège, via un formulaire fourni par l'administration.

**§ 2.** Cette demande mentionne :

- 1° la dénomination, l'adresse et le numéro de téléphone du centre;
- 2° les lieu et heures de permanence de premier accueil et les heures normales d'activité;

3° le nom et le prénom du membre du personnel assurant la responsabilité de la coordination interne et externe du centre;

4° le nom, prénom, titre, temps de travail de chaque personne assumant les fonctions sociales;

5° le nom, prénom, temps de travail de la personne chargée de la fonction administrative.

§ 3 La demande doit être accompagnée :

1° de la copie des statuts de l'association sans but lucratif, tels que publiés au *Moniteur belge* ainsi qu'une copie de leurs éventuelles modifications, mentionnant l'action sociale globale dans l'objet social de l'asbl;

2° de la copie de la police d'assurance en responsabilité civile du centre ainsi que la copie de la preuve du dernier paiement de la prime;

3° de la copie de la police d'assurance incendie du centre ainsi que la copie de la preuve du dernier paiement de la prime;

4° du plan des locaux affectés au Centre d'action sociale globale;

5° de l'engagement du conseil d'administration du Centre ou de son administrateur délégué de respecter les obligations citées à l'article 16 du décret;

6° l'engagement de tenir une comptabilité conforme au plan fourni par l'administration et de transmettre les comptes et budget approuvés par l'assemblée générale.

§ 4. La demande d'agrément est, en outre, accompagnée du dossier d'action sociale qui comprend :

1° une analyse des caractéristiques socio-démographiques et économiques des bénéficiaires,

2° une analyse des situations problématiques des bénéficiaires et les éléments qui permettent d'apprécier celles-ci;

3° les objectifs opérationnels poursuivis pour répondre aux diverses situations problématiques et pour réaliser les missions et actions du centre;

4° une présentation des modes d'intervention conformément aux articles 4 à 8 du décret;

5° les copies des conventions de collaboration établies conformément à l'article 8 du décret.

Les points 1°, 2°, 3°, 4° du § 4 sont établis sur base des données de l'année civile précédant l'année au cours de laquelle la demande est introduite.

§ 5. Si le centre souhaite que l'agrément porte également sur une ou plusieurs antennes conformément aux dispositions de l'article 17 du décret, la demande mentionne :

1° documents cités au § 3, 2°, 3°, 4°,

2° l'adresse et le numéro de téléphone de l'antenne;

3° les lieu et heures de permanence de premier accueil et les heures normales d'activité de l'antenne.

**Art. 5.** La demande est recevable lorsqu'elle comporte toutes les pièces telles que définies à l'article 5.

Dans les deux mois de la notification de la recevabilité, l'administration procède à une inspection et communique son rapport au Membre du Collège.

Le Membre du Collège transmet un projet d'octroi d'agrément ou de refus d'agrément au Conseil Consultatif.

Dans les trois mois de sa saisine, le Conseil Consultatif entend les représentants du centre et transmet son avis au Collège. Passé ce délai, l'avis est réputé conforme au projet du Membre du Collège.

Dans les trois mois de l'avis du Conseil Consultatif, le Membre du Collège propose au Collège un projet d'octroi ou de refus d'agrément.

Si le Collège ne prend pas de décision dans ce délai, celle-ci est réputée conforme à l'avis du Conseil consultatif.

**Art. 6.** Lorsque l'administration subodore qu'un centre est dans l'une des conditions prévues à l'article 21 du décret, elle procède à une inspection et communique son rapport au Membre du Collège.

Le Membre du Collège propose, s'il échoue, au Conseil consultatif, un projet de retrait d'agrément.

Dans les trois mois de sa saisine, le Conseil consultatif entend les représentants dûment mandatés par le centre et transmet son avis au Membre du Collège. Passé ce délai, l'avis est réputé conforme aux conclusions de l'inspection.

Le Membre du Collège présente au Collège, s'il échoue, un projet de retrait d'agrément.

**Art. 7. § 1<sup>er</sup>.** La subvention pour frais de personnel comprend la prime de fin d'année des membres du personnel subventionné si l'ensemble du personnel bénéficie de cet avantage.

Cette prime est la somme d'une partie variable et d'une partie forfaitaire.

La partie variable s'élève à 2,5 % de la rétribution annuelle brute qui a servi de base au calcul de la rémunération due pour le mois d'octobre de l'année prise en compte.

La partie forfaitaire est obtenue en multipliant la partie forfaitaire de l'année précédente d'une fraction dont le dénominateur est l'indice du mois d'octobre de l'année précédente et le numérateur, l'indice du mois d'octobre de l'année prise en compte.

Le montant de la partie forfaitaire est fixé à 9.871,10 francs pour l'année 1997.

§ 2. Lorsqu'un travailleur subventionné est remplacé, l'ancienneté du travailleur le remplaçant ne pourra être supérieure, pour le calcul de la subvention à celle du travailleur remplacé.

**Art. 8.** Les dépenses admissibles en matière de frais de fonctionnement sont celles fixées dans l'annexe I du présent arrêté en ce compris les montants maximaux relatifs aux frais de formation du personnel admis aux subventions à concurrence de 10.000 francs par équivalent temps plein par an et aux frais de collaboration entre les centres à concurrence de 10.000 francs par centre et par an.

Le montant annuel de la subvention relative aux frais de fonctionnement est, au maximum de :

- 450.000 francs pour les centres de catégorie 1
- 510.000 francs pour les centres de catégorie 2
- 570.000 francs pour les centres de catégorie 3
- 630.000 francs pour les centres de catégorie 4
- 690.000 francs pour les centres de catégorie 5.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. La liquidation des soldes semestriels est subordonnée à la présentation de pièces justificatives.

La demande de solde semestriel ainsi que les pièces justificatives doivent être transmises à l'administration, au plus tard le 10 juillet de l'année en cours pour le premier solde et au plus tard le 10 janvier de l'exercice suivant celui pour lequel le solde est demandé, à l'aide d'un formulaire fourni par l'administration.

§ 2. La liquidation du solde annuel est subordonnée à la présentation de pièces justificatives.

La demande de subvention et les pièces justificatives relatives aux frais de personnel et aux frais de fonctionnement doivent parvenir à l'administration au plus tard le 30 avril de l'exercice suivant celui pour lequel la subvention a été demandée.

**Art. 10.** Le Membre du Collège, compétent pour l'Aide aux personnes, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 septembre 1998.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

H. HASQUIN,

Président du Collège.

---

#### Annexe I

##### Liste des dépenses admissibles à la subvention pour frais de fonctionnement

###### **61 Services et Biens divers**

— Frais de gestion du personnel

Médecine du Travail

frais d'affiliation à la fédération patronale

Formation continuée du personnel admis à la subvention  
documentation, publications

Frais de recrutement

Frais de collaboration intercentres

— Loyers et charges locatives

Loyers et charges locatives immeubles

Redevances emphytéotiques

Frais de déménagement du centre

— Energie

Mazout de chauffage

Électricité

Gaz

Eau

— Entretien et Réparation - achats

terrains et constructions

Nettoyage

Entretien et réparations extérieurs des bâtiments

Entretien et réparations intérieurs des bâtiments

Entretien et réparations mobilier

Entretien et réparation matériel de bureau

Entretien et réparation matériel informatique

— Assurances

Assurance responsabilité civile

Assurance incendie et dégâts des eaux;

Assurance vol

Assurance voiture et véhicule de l'institution

— Frais de transports et déplacement  
Carburant pour véhicules de service  
frais de mission en Belgique  
— Frais de réunion (hors collaboration intercentres)  
— Frais de bureau  
Fournitures de bureau  
Fournitures informatiques  
Télécommunication, fax  
Photocopies  
Frais postaux  
— Rétribution de tiers  
Services informatiques extérieurs  
Honoraires comptables externes  
Publicité, annonces et insertions  
Secrétariat social  
Cotisations groupements professionnels  
**64 Autres charges d'exploitation**  
**640 Charges fiscales d'exploitation**  
Précompte immobilier  
Taxe sur le patrimoine des asbl  
Taxes de circulation  
Taxe et redevance radio-TV  
Taxes locales (immondices, égouts,...)  
**650 Charges de dettes**  
Charges de dettes à long terme  
Charges de dettes à court terme

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française 98/2 concernant l'application du décret du 17 octobre 1997 fixant les règles d'agrément et l'octroi des subventions aux Centres d'action sociale globale.

Bruxelles, le 24 septembre 1998.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes.

H. HASQUIN,

Président du Collège.

#### TRADUCTION

#### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 2917

[C — 98/31435]

**24 SEPTEMBER 1998. — Besluit van het college van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de toepassing van het decreet van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie**

Het College van de Franse Gemmenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de Centra voor globale sociale actie, inzonderheid op artikelen 8, 10, 18 en 22 tot 25;

Gelet op het advies van de afdeling « ambulante diensten » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnszorg en Gezondheid, gegeven op 19 mei 1998;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 maart 1998;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College, belast met Begroting, gegeven op 27 april 1998;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 30 april 1998 over het verzoek om advies binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 juni 1998 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van het Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

**Article 1<sup>er</sup>. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikelen 138 en 178 van de Grondwet.**

**Art. 2.** De samenwerkingsverbanden die een centrum, in het raam van artikel 8 van het decreet, heeft opgesteld met een andere dienst of instelling zijn schriftelijke contracten die minstens de volgende gegevens bevatten :

- 1° de identiteit van de partners en de personen die gemachtigd zijn om deze te vertegenwoordigen;
- 2° de duur van de overeenkomst en de datum van inwerkingtreding;
- 3° het doel van de overeenkomst, met name :
  - het project waarvoor het staat,
  - de sociale problematiek die het wil aankaarten,
  - de beoogde samenwerkingsvorm;
- 4° de mogelijkheid om de overeenkomst aan te passen en de regelmaat van deze aanpassing;
- 5° de mogelijkheid om de overeenkomst op te zeggen en de duur van de vooropzeg;
- 6° de modaliteiten voor de evaluatie van deze samenwerking en de regelmaat;
- 7° de datum en de handtekening van de partners.

**Art. 3. § 1.** De erkende centra moeten samenwerken opdat de in artikel 10 van het decreet bedoelde taken uitgevoerd zouden worden.

Hiervoor duidt ieder centrum twee vertegenwoordigers aan in een vergadering, genaamd « samenwerking tussen de centra ». De leden van de vergadering komen minstens twee maal per jaar samen.

De agenda van de vergadering wordt ter informatie bezorgd aan het bestuur en dit uiterlijk tien dagen vóór de opening van de vergadering. Het bestuur kan aan de vergadering deelnemen en kan de agenda aanvullen.

Op het einde van de vergadering worden in een verslag de genomen beslissingen vermeld. Dit verslag wordt goedgekeurd en ondertekend door de vertegenwoordigers van de centra. Nadien wordt dit verslag verzonden naar het bestuur.

§ 2. Uiterlijk tegen 1 januari 1999 bezorgt de vergadering aan het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor Bijstand aan Personen, een huishoudelijk reglement waarin onder meer zijn opgenomen :

- 1° de regels voor de organisatie van het werk en van het secretariaat;
- 2° de regels voor de opmaak van de agenda;
- 3° de regels voor de oproep tot de vergaderingen;
- 4° de beslissingswijzen;
- 5° het quorum van de stemmen.

Dit huishoudelijk reglement moet door de meerderheid van de leden van de vergadering worden goedgekeurd. Er kan slechts gestemd worden als het meerderheid van de centra vertegenwoordigd is.

§ 3. Het analyseverslag bedoeld in artikel 10 van het decreet moet de visie van de verschillende centra weergeven. Ieder centrum kan er dus een kleine nota aan toevoegen.

**Art. 4. § 1.** De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekende brief tegen ontvangstbewijs in tweevoud verzonden naar het Lid van het College en dit via het formulier dat verkregen kan worden op het bestuur.

§ 2. De aanvraag vermeldt :

- 1° de benaming, het adres en het telefoonnummer van het centrum;
- 2° de plaats en uren van de permanentie voor het eerste onthaal en de gewone openingsuren;
- 3° de naam en voornaam van het personeelslid dat verantwoordelijk is voor de interne en externe coördinatie van het centrum;
- 4° de naam, voornaam, functie en arbeidsduur van iedere persoon met een sociale functie;
- 5° de naam, voornaam en arbeidsduur van iedere persoon met een administratieve functie.

§ 3. Bij de aanvraag worden volgende documenten gevoegd :

1° het afschrift van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk, zoals gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, alsook een afschrift van de eventuele wijzigingen hierin, met vermelding van de globale sociale acties in het sociale luik van de vzw;

2° het afschrift van de verzekeringspolis « burgerlijke aansprakelijkheid » van het centrum alsook een afschrift van het betaalbewijs van de jongste premie;

3° het afschrift van de brandverzekерingspolis van het centrum alsook een afschrift van het betaalbewijs van de jongste premie;

4° het plan van de lokalen voor het Centrum van globale sociale actie;

5° de belofte van de raad van bestuur van het Centrum of zijn gedelegeerd bestuurder om de in artikel 16 van dit decreet bedoelde verplichtingen na te komen;

6° de belofte om een boekhouding bij te houden overeenkomstig het plan dat bezorgd wordt door het bestuur en om de door de algemene vergadering goedgekeurde rekeningen en begroting te overhandigen.

§ 4. Daarnaast wordt bij de erkenningsaanvraag het dossier van de sociale actie gevoegd. Dit dossier bestaat uit :

- 1° een analyse van de sociaal-demografische en economische kenmerken van de begunstigden,
- 2° een analyse van de problemen van de begunstigden en de elementen die toelaten om deze in te schatten;
- 3° de operationele doelstellingen die worden nagestreefd om tegemoet te komen aan de verschillende probleemsituaties en voor de verwezenlijking van de opdrachten en acties van het centrum;
- 4° een voorstelling van de subsidiewijzen en dit overeenkomstig artikelen 4 tot 8 van het decreet;
- 5° de afschriften van de krachtens artikel 8 van het decreet opgestelde samenwerkingsovereenkomsten.

Punten 1°, 2°, 3°, 4° van § 4 zijn uitgewerkt op basis van gegevens van het kalenderjaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvraag is ingediend.

§ 5. Als het centrum wenst dat de erkenning eveneens wordt verleend aan een of meerdere posten, overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 van het decreet, vermeldt de aanvraag :

- 1° de in § 3, 2°, 3° en 4° bedoelde documenten,
- 2° het adres en het telefoonnummer van de post;
- 3° de plaats en de uren van de permanentie voor het eerste onthaal en de normale openingsuren van de post.

**Art. 5.** De aanvraag is ontvankelijk wanneer alle stukken bedoeld in artikel 5 erin zitten vervat.

Het bestuur gaat binnen de twee maand na de bekendmaking van de ontvankelijkheid over tot een inspectie en brengt het verslag uit bij het Lid van het College.

Het Lid van het College verzendt vervolgens een ontwerp van toekenning van erkenning of van weigering van erkenning naar de Adviesraad.

De Adviesraad hoort, binnen de drie maand na de voorlegging van dit ontwerp, de vertegenwoordigers van het centrum en bezorgt zij haar advies aan het College. Wanneer deze termijn wordt overschreden, wordt het advies geacht conform te zijn met het ontwerp van het Lid van het College.

Het Lid van het College legt dan binnen de drie maand na het advies van de Adviesraad een ontwerp van toekenning of van weigering van erkenning voor aan het College.

Als het College binnen deze termijn geen beslissing neemt, wordt deze geacht overeen te stemmen met het advies van de Adviesraad.

**Art. 6.** Als het bestuur een vermoeden heeft dat een centrum voldoet aan een van de in artikel 21 van het decreet bedoelde voorwaarden, gaat het over tot een inspectie en brengt het verslag uit bij het Lid van het College.

Het Lid van het College legt desgevallend een ontwerp van intrekking van de erkenning voor aan de Adviesraad.

De Adviesraad hoort binnen de drie maand na de voorlegging van het ontwerp, de wettelijk door het centrum gemachtigde vertegenwoordigers en verzendt zij haar advies naar het Lid van het College. Wordt deze termijn overschreden, dan wordt het advies geacht conform te zijn met de besluiten van de inspectie.

Het Lid van het College legt desgevallend aan ontwerp van intrekking van erkenning voor aan het College.

**Art. 7. § 1.** De subsidie voor de personeelskosten omvat de eindejaarspremie van de gesubsidieerde personeelsleden als het voltallige personeel dit voordeel heeft.

De premie bestaat uit een forfaitair deel en een veranderlijk deel.

Het veranderlijk deel bedraagt 2,5% van het jaarlijkse brutoloon dat gediend heeft als basis voor de berekening van de vergoeding voor de maand oktober van het betrokken jaar.

Het forfaitair bedrag wordt verkregen uit het product van het forfaitair bedrag van het voorgaand jaar met een breuk met als noemer de index van de maand oktober van het voorgaand jaar en als teller de index van de maand oktober van het betrokken jaar.

Het forfaitair deel is vastgesteld op 9.871,10 frank voor het jaar 1997.

§ 2. Wanneer een gesubsidieerd werknemer vervangen wordt, mag de anciënniteit van zijn vervanger niet hoger zijn voor de berekening van de toelage.

**Art. 8.** De uitgaven die in aanmerking genomen worden voor de werkingskosten zijn vastgelegd in bijlage I van dit besluit, met inbegrip van de maximumbedragen aangaande de opleidingskosten voor het personeel dat gesubsidieerd wordt ten belope van 10.000 BEF per voltijds equivalent per jaar en aangaande de kosten voor de samenwerking tussen de centra en dit ten belope van 10.000 BEF per centrum per jaar.

Het jaarlijks bedrag van de subsidie voor de werkingskosten bedraagt maximum :

- 450.000 BEF voor de centra van categorie 1
- 510.000 BEF voor de centra van categorie 2
- 570.000 BEF voor de centra van categorie 3
- 630.000 BEF voor de centra van categorie 4
- 690.000 BEF voor de centra van categorie 5

**Art. 9. § 1.** De uitbetaling van de zesmaandelijke saldi is ondergeschikt aan de voorlegging van de bewijsstukken.

De aanvraag om een zesmaandelijks saldo alsook de bewijsstukken moeten uiterlijk op 10 juli van het lopend jaar voor het eerste saldo en uiterlijk op 10 januari van het boekjaar volgend op datgene waarvoor het saldo is gevraagd, worden bezorgd aan het bestuur aan de hand van het formulier dat verkregen kan worden op het bestuur.

§ 2. De uitbetaling van het jaarlijks saldo is ondergeschikt aan de voorlegging van de bewijsstukken.

De subsidieaanvraag en de bewijsstukken aangaande de personeelskosten en de werkingskosten moeten uiterlijk op 30 april van het boekjaar volgend op datgene waarvoor de subsidie is aangevraagd, bezorgd worden aan het bestuur.

**Art. 10.** Het lid van het College, bevoegd voor Bijstand aan Personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, op 24 september 1998.

Namens het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College.

**Bijlage I**

Lijst van de uitgaven die in aanmerking komen voor een toelage in de werkingskosten

**61 Diensten en diverse goederen**

- Kosten voor personeelsbeheer
  - Arbeidsgeneeskunde
  - Kosten voor lidmaatschap bij werkgeversfederatie
  - Voortgezette opleiding van het gesubsidieerd personeel
  - Documentatie, publicaties
  - Aanwervingskosten
  - Kosten voor de samenwerking tussen de centra
- Huurgelden en huuronkosten
  - Huurgelden en huuronkosten voor onroerende goederen
  - Pachtgelden
  - Onkosten voor verhuis uit centrum
- Energie
  - Stookolie
  - Electriciteit
  - Gas
  - Water
- Onderhoud en Herstelling - aankopen
  - Terreinen en bouwwerken
  - Schoonmaak
  - Onderhoud en herstelling buitenkant gebouwen
  - Onderhoud en herstelling binnenkant gebouwen
  - Onderhoud en herstelling van het meubilair
  - Onderhoud en herstelling van het kantoormeubelen
  - Onderhoud en herstelling van informaticamateriaal
- Verzekeringen
  - Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid
  - Brand- en waterschadeverzekering
  - Diefstalverzekering
  - Auto- en bedrijfsvoertuigenverzekering
- Vervoer- en verplaatsingskosten
  - Brandstof voor dienstwagens
  - Onkosten voor opdrachten in België
- Vergaderingskosten (buiten de samenwerking tussen de centra)
- Kantooronderhoud
  - Kantoorbenodigdheden
  - Informaticamateriaal
  - Telecommunicatie, fax
  - Fotocopies
  - Portkosten
- Vergoeding aan derden
  - Externe informaticadiensten
  - Erelonen externe boekhouders
  - Reclame, berichten en publicaties
  - Sociaal secretariaat
  - Lidgelden beroepsverenigingen
- 64 Andere uitbatingskosten**
- 640 Fiscale uitbatingskosten**
- Onroerende voorheffing
- Belasting op het vermogen van de vzw's
- Verkeersbelasting
- Radio- en TV-belasting en -retributie

Gemeentebelastingen (huisvuil, riolering....)

**650 Schuldlasten**

Schuldlasten op lange termijn

Schuldlasten op korte termijn

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie 98/2 betreffende de toepassing van het decreet van 17 oktober 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de Centra voor globale sociale actie.

Brussel, op 24 september 1998.

Namens het College :

Ch. PICQUE,

Lid van het College, belast met Bijstand aan Personen.

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College.



F. 98 — 2918

[S — C — 98/31436]

**24 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 8, modifié par l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 83, § 3, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'article 4, 1<sup>er</sup>, des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté francophone à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 9<sup>er</sup> et 14<sup>er</sup>, 8 et 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et modalités d'interventions dans l'aide matérielle individuelle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, notamment l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, et l'annexe, modifié par les arrêtés des 27 juin 1996 et 22 mai 1997;

Considérant qu'il convient d'une part, d'adapter les dispositions reprises à l'annexe de l'arrêté relatif à l'aide matérielle individuelle à l'évolution des techniques disponibles et à leurs coûts, et d'autre part, de modifier certains critères et modalités des interventions accordées aux personnes handicapées dans le cadre de l'accompagnement pédagogique dont ils peuvent bénéficier;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé du 2 avril 1998;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 12 mai 1998;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget, donné le 16 juin 1998;

Vu la délibération du Collège du 18 juin 1998 sur la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 22 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** A l'article 13, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 25 janvier 1996 fixant les critères et les modalités d'interventions dans l'aide matérielle indispensable à l'intégration sociale ou professionnelle des personnes handicapées, le mot « éventuellement » est supprimé.

**Art. 3.** Le point 1.2. de l'annexe du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la formule d'indexation annuelle au 1<sup>er</sup> janvier (année n) est modifiée de la manière suivante :

Montant appliqué au 31 décembre de l'année n-1 x indice-santé du mois de décembre de l'année n-1.

indice-santé du mois de décembre de l'année n-2

**Art. 4.** Le point 2.1.1.b) de l'annexe du même arrêté est complété par les mots suivants : « ou par une prescription motivée émanant d'un médecin-spécialiste de la vue. »

**Art. 5.** Le point 2.1.2. de l'annexe du même arrêté est complété par la phrase suivante : « Ce montant ne s'applique pas au modèle muni d'une caméra pour le tableau. »